



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

24 janvier 2017

QUÉBEC/CANADA

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

CFFP, « [Bilan de la fiscalité au Québec – Édition 2017](#) », Janvier 2017, 52 p.

Présentation d'une série d'indicateurs qui permettent de dresser un portrait complet de la fiscalité québécoise

Parmi le lot de bilans et de rétrospectives, la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques présente la troisième édition du Bilan de la fiscalité québécoise. Cet exercice consiste à regrouper une série d'indicateurs importants qui, bien que souvent étudiés isolément, sont rarement traités dans un même document. Il en résulte un portrait de la situation de la fiscalité québécoise regroupant les données les plus récentes présentées en près de quarante graphiques et tableaux brièvement expliqués. Les deux premières sections effectuent une comparaison de la fiscalité au Québec par rapport à celle des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et, lorsque c'est possible, à celle des autres provinces canadiennes. Puis, les deux dernières sections se concentrent sur des données québécoises, données les plus récentes, et, dans certains cas, sur leur évolution dans le temps. Par ailleurs, Statistique Canada a procédé à la mise à

jour des comptes nationaux de l'ensemble des provinces du Canada entre 2007 et 2014. Cela explique donc qu'il existe une cassure dans certains graphiques présentant l'évolution des données depuis 1981.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

A. Genest-Grégoire, J.-H. Guay et L. Godbout, « [Fiscalité et perception financière : la connaissance de la fiscalité améliore l'évaluation que les gens font de leur situation](#) », Janvier 2017, 23 p.

La littératie fiscale est un facteur de sécurité financière

Le présent cahier de recherche vise à évaluer le degré de sécurité financière perçue des Québécois et à le mettre en relation avec le degré de littératie fiscale perçue. Les données colligées par sondage permettent d'observer la sécurité financière selon une série de questions sur la situation financière des répondants et de les mettre en relation avec leur âge, leur revenu ou leur niveau de scolarité.

Les facteurs objectifs de sécurité financière, comme un revenu familial ou un âge plus élevés, sont associés à un plus grand sentiment de sécurité. La littératie fiscale perçue, soit le degré de connaissance des mesures fiscales rapporté par les répondants, est également lié à un sentiment

de sécurité financière accru. Cette situation s'explique bien en considérant que des connaissances supplémentaires en matière de fiscalité, et de finances en général, constituent des facteurs permettant aux citoyens d'avoir plus d'emprise sur leur situation financière.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

K. Wark et M. O'Connor, « [The Next Phase of Life Insurance Policyholder Taxation is Nigh](#) », *Revue fiscale canadienne*, volume 64:4, 46 p.

Changements majeurs dans l'imposition des polices d'assurance au Canada

Le 1^{er} janvier 2017 marquera le début d'une nouvelle ère pour les règles fiscales canadiennes régissant l'exonération des polices d'assurance vie après une longue période de consultation entre le ministère des Finances et l'industrie de l'assurance vie. Les modifications marquent la première grande mise à jour en 30 ans du critère d'exonération et des règles fiscales s'appliquant aux titulaires de police. Ces changements complexifient un peu la compréhension de l'imposition des polices d'assurance vie, mais clarifient dans de nombreux cas le traitement fiscal de titulaires de police. La nouvelle législation s'appliquera aux polices souscrites après 2016, tandis que les règles actuelles continueront (en grande partie) de s'appliquer aux polices souscrites avant 2017. Les polices souscrites avant 2017 peuvent toutefois être assujetties au nouveau régime si certaines modifications prévues par la loi sont apportées à ces polices après 2016. Les auteurs de cet article décrivent les règles actuelles et celles qui s'appliqueront à compter de 2017, et présentent les principaux changements et les occasions de planification pouvant en découler.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

K. McKenzie, « [Inside the Black Box: Marginal Effective Tax Rates on Capital in Canada – A Primer](#) », *Revue fiscale canadienne*, volume 64:4, 21 p. [L'accès à cet article requiert un abonnement à la *Revue fiscale canadienne*]

Survol des taux marginaux effectifs d'imposition (TEMI) au Canada

Le présent article fournit une introduction au taux effectif marginal d'imposition (TEMI) sur le capital, lequel mesure les distorsions des investissements qui sont introduites par les impôts levés auprès des entreprises. Après une explication du concept du TEMI, l'article présente de façon plus détaillée les formules sous-jacentes au calcul de ce taux puis les chiffres du TEMI pour le Canada, en mettant en évidence les différentes dimensions suivant lesquelles les impôts des sociétés peuvent causer une distorsion des investissements des sociétés. L'article se penche sur certaines approches de base à l'imposition neutre des bénéfices des entreprises dans le contexte des formules de calcul du TEMI.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

I. Bradley, D. Kwan et D. Wang, « [Is the Back-to-Back Withholding Tax Regime an Effective Anti-Treaty-Shopping Measure?](#) », *Revue fiscale canadienne*, volume 64:4, 25 p. [L'accès à cet article requiert un abonnement à la *Revue fiscale canadienne*]

Proposition de modifications mineures pour accroître l'efficacité du régime actuel

The Canadian government has expressed a firm desire to prevent treaty-shopping arrangements. The new back-to-back withholding tax regime effectively acts as an anti-treaty-shopping measure for certain deductible payments by Canadian payers to non-residents. This regime mainly operates through the application of mechanical tests, in contrast to purpose-based anti-treaty-shopping rules that have been proposed in other contexts. Accordingly, the back-to-back rules may apply somewhat more predictably than a purpose-based rule; however, they could still result in significant uncertainty and administrative burdens. The absence of a general purpose test could also cause the back-to-back rules to capture many ordinary commercial arrangements. This article reviews the operation of the new back-to-back regime as an anti-treatyshopping measure and suggests limited modifications that should be considered to

increase the effectiveness of the rules and prevent the denial of treaty benefits in inappropriate circumstances.

FRASER INSTITUTE

C. Lammam, H. MacIntyre, F. Ren et al., « [The Cost of Government Debt in Canada](#), 2017 », Janvier 2017, 16 p.

Budget 2017 : Le déficit budgétaire et l'augmentation de la dette publique sont au cœur des préoccupations fiscales des gouvernements fédéral et provinciaux

Budget deficits and increasing debt are key fiscal issues as the federal and provincial governments prepare to release their budgets this year. Combined federal and provincial net debt has increased from \$833 billion in 2007/08 to a projected \$1.4 trillion in 2016/17. This combined debt equals 67.5% of the Canadian economy or \$37,476 for every man, woman, and child living in Canada. Debt accumulation has costs. One major consequence is that governments must make interest payments on their debt similar to households which must pay interest on borrowing related to mortgages, vehicles, or credit card spending. Spending on interest payments consumes government revenues and leaves less money available for other important priorities such as spending on health care and education or tax relief. Canadian governments (including local governments) collectively spent \$62.8 billion on interest payments in 2015/16. That works out to 8.1% of their total revenue that year and \$1,752 for each Canadian or \$7,009 for a family of four. The total amount spent on interest payments is approximately equal to Canada's total spending on public primary and secondary education (\$63.9 billion, as of 2013/14, the last year for which we have analyzed data).



ÉTATS-UNIS

INTERNAL REVENUE SERVICE (IRS)

N. Olson, « [The National Taxpayer Advocate's Vision for a Taxpayer-Centric 21st Century Tax Administration](#) », 10 janvier 2017, 41 p.

Pour créer un environnement qui encourage la confiance des contribuables, l'IRS doit changer sa culture et être axée sur le service

In this report, the National Taxpayer Advocate details her vision for a taxpayer-centric 21st century tax administration that focuses on putting the taxpayer first and encouraging compliance through increased service and building trust. Last year, the National Taxpayer Advocate announced she would gather broader perspectives about taxpayer needs and preferences and then present her own recommendations for the IRS's Future State. During 2016, she held 12 Public Forums around the country, most along with Members of Congress who have a strong interest in tax administration, to hear from taxpayers and other stakeholders. In addition, TAS held focus group interviews with practitioners and preparers at each of the five Nationwide Tax Forums, and commissioned a nationwide survey of taxpayers to collect statistically representative data. Based on this information, she presents a "Special Focus" in this year's report that sets out her own vision for the tax agency. She identifies challenges and presents a series of proposals to support her discussion of a taxpayer-centric 21st century tax administration. The report says that significant cuts to the IRS budget since FY 2010 have limited the IRS's ability to meet taxpayers' needs and improve its technology systems. It recommends that Congress provide the IRS with additional funding along with oversight so it can be assured the funding is well spent

TAX FOUNDATION

S. Greenberg, « [Pass-Through Businesses: Data and Policy](#) », 17 janvier 2017, 18 p.

L'imposition des « Pass-Through Business » au niveau de l'impôt des particuliers suscite de l'opposition, mais les données démontrent que c'est la bonne façon de procéder

Much of the tax reform debate in the United States centers on the federal corporate income tax. However, many people are not aware that the vast majority of businesses in the U.S. are not subject to the corporate income tax at all. Over 90 percent of businesses in the United States are pass-

through businesses, whose income is reported on the business owners' tax returns and is taxed under the individual income tax. These businesses earn the majority of all business income in the U.S. and employ over half of the private-sector workforce in 49 out of 50 states. Although they are not subject to the corporate income tax, many pass-through businesses still face a considerable tax burden on their investments and profits. Pass-through businesses are subject to both the federal individual income tax, with a top rate of 43.4 percent, and state and local income taxes, with rates ranging up to 13.3 percent. As the tax reform debate heats up in 2017, the question of whether to change the tax treatment of pass-through businesses will play a central role. As this paper will argue, there is a strong case to be made for keeping the current system of taxing pass-through businesses: a single layer of tax, levied at the same rates that apply to wages and salaries.

TAX FOUNDATION

S. Drenkard et J. Henchman, « [Cigarette Taxes and Cigarette Smuggling by State](#) », 2014, 17 janvier 2017, 5 p.

Aux États-Unis, la contrebande de cigarettes est omniprésente et très lucrative dû au niveau élevé de la taxe sur le tabac

Public policies often have unintended consequences that outweigh their benefits. One consequence of high state cigarette tax rates has been increased smuggling as people procure discounted packs from low-tax states to sell in high-tax states. Growing cigarette tax differentials have made cigarette smuggling both a national problem and in some cases, a lucrative criminal enterprise.

TAX FOUNDATION

S. Entin, H. Li et K. Kallas-Zelek, « [Evaluating the Economic Impact of Additional Government Infrastructure Spending](#) », 10 janvier 2017, 7 p.

Les investissements dans les infrastructures par l'administration Trump auront, à eux seuls, un impact modeste sur le PIB américain

Republicans and Democrats seem to agree that the country needs increased spending on infrastructure, such as roads, bridges, and buildings. Congress seems ready to increase federal outlays either to repair existing, decaying assets, or to add infrastructure, as a means of increasing the efficiency and size of the economy and boosting wages. Some such activity, especially to maintain the existing stock, may be called for. President-elect Trump has suggested \$550 billion in additional government infrastructure spending over ten years, with additional guarantees for private sector infrastructure investment.¹ We demonstrate that infrastructure spending would, by itself, raise productive capacity by only a modest amount. Furthermore, its net contribution to the GDP over time – positive or negative – would depend heavily on how it is paid for, and what other types of economic activity (consumption or private investment) it might either spur or crowd out. In particular, it should not be allowed to substitute for, or block action on, policy changes to boost private capital formation and wage growth. This paper attempts to quantify some of the economic effects of infrastructure spending assuming various funding options using the Tax Foundation Taxes and Growth Model (TAG).



INTERNATIONAL

4

INSTITUTE FOR GOVERNMENT

J. Rutter, B. Dodwell, P. Johnson et al, « [Better Budgets: Making Tax Policy Better](#) », 16 janvier 2017, 64 p.

10 idées pour améliorer la politique fiscale et le processus budgétaire

In this report we set out 10 steps towards making tax policy better and giving us better Budgets. These steps build on progress to date and experience elsewhere. Although many of the recommendations we make are aimed at HM Treasury, HM Revenue & Customs (HMRC) and Treasury ministers, we are conscious that the responsibility for a vibrant and productive discussion of the tax system goes much wider, with tax professionals, economists, academics and the wider community all having an important role to play, alongside politicians and the media.

The end point is a quite simple vision: A Budget process that contains fewer measures, which are

better thought out – and can be implemented efficiently by HMRC without imposing unreasonable burdens on taxpayers. A better public debate on the big tax choices – with politicians making informed decisions and the public understanding the kinds of long-term choices that must be faced. Greater stability in the areas of the tax system where taxpayers – individuals and business – need to make long-run decisions. A tax system that commands public support – and is robust enough to raise the money we need to finance the state we want.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

C. Belfield, R. Blundell, J. Cribb et al., « [Two Decades of Income Inequality in Britain: The Role of Wages, Household Earnings and Redistribution](#) », 13 janvier 2017, 41 p.

La structure des inégalités a beaucoup changé au Royaume-Uni dans les deux dernières décennies

We study earnings and income inequality in Britain over the past two decades, including the period of relatively “inclusive” growth from 1997-2004 and the Great Recession. We focus on the middle 90%, where trends have contrasted strongly with the “new inequality” at the very top. Household earnings inequality has risen, driven by male earnings – although a ‘catch-up’ of female earnings did hold down individual earnings inequality and reduce within-household inequality. Nevertheless, net household income inequality fell due to deliberate increases in redistribution, the tax and transfer system’s insurance role during the Great Recession, falling household worklessness, and rising pensioner incomes.

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca>

Pour vous abonner gratuitement au Bulletin de veille et aux publications de la Chaire :
cftp.eg@USherbrooke.ca

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Fanny Panneton, Francis Brault, Francis Landry, Josué Bosiakali et Karman Kong

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé